

## ANALYSE DE LA PRESSE

Octobre 2012

1. **A la une : Le Parlement turc autorise des opérations militaires en Syrie**
2. **Dossier du mois : Syrie**
3. **Economie**
4. **Europe**
5. **Turquie**
6. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2012)**



**redefining / standards**

Mécène de l'Institut du Bosphore

## 1. A la une : Le Parlement turc autorise des opérations militaires en Syrie

« Des tirs d'obus syriens, le 3 octobre, ont détruit une maison à Akçakale, un village de ŞanlıUrfa et causé la mort de 5 civils dont une mère et ses trois enfants et fait une dizaine de blessés. Cet incident, qui a suivi d'autres tirs d'obus sur Akçakale, a déclenché une riposte forte de la part de la Turquie, qui a bombardé plusieurs cibles sur le territoire syrien.

« Plusieurs soldats syriens ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi par des bombardements de l'armée turque. Dans un climat de tension extrême entre Ankara et Damas, le chef de l'armée turque Necdet Özel a menacé la Syrie d'une "réponse encore plus puissante" si elle continuait ses tirs vers le territoire turc.» (*Libération*, 10/10/2012)

"C'est un incident très grave qui dépasse les bornes", a dit le vice-Premier ministre Besir Atalay et "la goutte d'eau qui fait déborder le vase" selon le vice-Premier ministre turc Bülent Arinç. (*Le Monde*, 05/10/2012). Le lendemain l'Assemblée nationale turque a adopté une motion du gouvernement autorisant l'armée à conduire "si nécessaire" des opérations en Syrie pendant une période d'un an, une décision qualifiée de préventive." «Le texte a été voté par 320 députés contre 129 (sur 550 sièges) à l'Assemblée nationale, qui s'était réunie en session spéciale à huis clos.» (*Le Point*, 04/10/2012)

« Plusieurs centaines de Turcs ont manifesté pacifiquement jeudi 4 octobre à Istanbul contre l'éventualité d'une guerre avec la Syrie sur la place de Taksim.» (*Le Nouvel Observateur*, 04/10/2012)

En réponse à l'inquiétude suscitée par une telle décision, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé pendant une conférence de presse à Ankara : "Tout ce que nous voulons dans cette région, c'est la paix et la sécurité. C'est ça notre intention. Nous n'avons pas l'intention de déclencher une guerre avec la Syrie". (*Le Figaro*, 04/10/2012) Tandis que Besir Atalay a qualifié cette motion comme un acte «dissuasif», «la Syrie joue également l'apaisement et s'est excusée pour les tirs d'obus qui ont tué 5 civils en Turquie.» (*Le Parisien*, 04/10/2012) L'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari a confirmé que la Syrie "ne cherche pas l'escalade avec aucun de ses voisins, y compris la Turquie." (*Le Parisien*, 05/10/2012)



(Photo: AA)

« Le Conseil de sécurité a publié jeudi 4 octobre une déclaration "condamnant dans les termes les plus fermes les tirs d'obus par les forces armées syriennes" (...). Les 15 pays membres "demandent au gouvernement syrien de respecter totalement la souveraineté et l'intégrité territoriale de ses voisins" et ils "appellent à la retenue"» (*Le Nouvel Observateur*, 05/10/2012). Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déclaré qu'il était «inquiet de l'escalade des tensions" à la frontière entre les deux voisins, les appelant à "faire preuve du maximum de retenue"» (*Le Figaro*, 04/10/2012).

Les réactions provenant d'Europe ont suivi la même ligne. "Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a estimé que les tirs syriens constituaient "une menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales", tandis que son homologue allemand Guido Westerwelle a recommandé "une réponse raisonnable à cette situation qui se détériore". La représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton, a elle aussi "fermement" condamné les tirs syriens, tout en appelant "toutes les parties à faire preuve de retenue". (*Le Parisien*, 05/10/2012)

« La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est dite "indignée" par les tirs de mortier syriens et a promis "le soutien déterminé des Etats-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale" de la Turquie.» (*Le Monde*, 05/10/2012). De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a appelé Damas à reconnaître que le bombardement en Turquie était un « *incident tragique* ». Le ministre adjoint des Affaires étrangères iranien, Hossein Amir Adbolahian, allié du régime syrien, a appelé à la retenue et à "enquêter sur l'incident".» (*Le Parisien*, 05/10/2012)

De son côté, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a précisé à Bruxelles qu'Ankara pouvait compter sur l'Alliance Atlantique, qui a "tous les plans nécessaires en place pour protéger et défendre la Turquie si nécessaire". Toutefois, il a appelé toutes les parties à "éviter l'escalade dans le conflit." (*Challenges*, 09/10/2102)

## 2. Dossier du mois : Syrie

### La tension monte entre la Turquie et la Syrie

« La Turquie a fermé son espace aérien aux vols civils syriens » a indiqué le 14 octobre le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, en ajoutant "Nous avons fermé [le 13 octobre] notre espace aérien aux vols civils d'avions syriens comme (...) pour les vols militaires syriens.(...) Nous avons établi que ces vols civils étaient utilisés à mauvais escient par le ministère syrien de la Défense à des fins de transport de matériel militaire (...)» (*Ouest-france*, 14/10/2012) M. Davutoglu a répliqué dimanche à l'annonce de la Syrie de fermer son espace aérien aux vols turcs, en disant que cette décision « n'a aucune valeur pour nous".(*Challenges*, 14/10/2012)

La Syrie demande aussi l'établissement «d'un comité sécuritaire syro-turc qui aurait pour mission de trouver un mécanisme de surveillance de la frontière, dans le respect de la souveraineté nationale» - a indiqué samedi dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères syrien.

Par ailleurs, "la Syrie a arrêté ses achats d'électricité à la Turquie il y a une semaine", a déclaré Taner Yildiz, le ministre turc de l'Energie devant la presse. (*Le Figaro*, 11/10/2012) "Ankara, qui fournit environ 20% de son énergie, avait menacé Damas, en janvier dernier, de couper ses livraisons d'électricité après la destruction d'un avion de combat turc par la défense antiaérienne syrienne."(*Le Parisien*, 11/10/2012).

D'après l'enquête qu'elle a menée, l'armée turque a déclaré "que son avion de combat abattu en juin par la défense syrienne l'avait été dans l'espace aérien international et non dans l'espace syrien, comme le prétendait Damas." (*Les Echos*, 20/09/2012)

### Atterrissage forcé des avions syriens et arméniens à Istanbul

Deux avions F4 de l'armée de l'air turque ont escorté le 10 octobre un appareil syrien, un Airbus A-320, soupçonné d'avoir des armes et des munitions à son bord, puis l'ont forcé à atterrir à l'aéroport d'Ankara-Esenboga pour un contrôle de sécurité. .

« 'Nous exigeons des autorités turques des explications sur la justification de tels actes à l'égard de citoyens russes', a protesté le ministère russe des Affaires étrangères, accusant Ankara d'avoir mis en danger les vies de ses ressortissants en contraignant l'avion à atterrir». «Nous sommes déterminés à contrôler les livraisons d'armes à un régime qui mène une répression aussi brutale contre sa population et il est inacceptable que ces livraisons utilisent notre espace aérien» (*Libération*, 11/10/2012), a déclaré Ahmet Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, en ajoutant avoir reçu «l'information que cet avion transportait une cargaison d'une nature qui pouvait ne pas être conforme aux règles de l'aviation.» (*Le Figaro.fr*, 11/10/2012)

La Syrie a accusé la Turquie de «comportement hostile» (*Liberation.fr* 11/10/2012) et réclamé la «restitution intégrale» (*leparisien.fr*, 11/10/2012) des marchandises confisquées. Des médias turcs précisent que «des récepteurs radio, des antennes et des équipements pouvant servir à des missiles» se trouvaient dans ces conteneurs (*Georges Malbrunot, Le Figaro*, 11/10/2012). L'ambassadeur de Russie en Turquie a été convoqué le 11 octobre par le ministère turc des Affaires étrangères qui a affirmé à la fin de soirée qu'«en l'état actuel des choses, l'incident ne devrait pas affecter les relations turco-russes». (*Le Figaro*, 11/10/2012)

Par ailleurs, « un avion cargo arménien en route pour Alep (Syrie) a été contraint d'atterrir en Turquie pour une fouille de sa cargaison, sur l'aéroport d'Erzurum » (*Le Figaro*, 15/10/2012). Selon le ministère arménien des Affaires étrangères l'atterrissage en Turquie de l'appareil transportant « une cargaison humanitaire » a été prévu. (*Le Point, AFP*, 15/10/2012)

### **100.000 réfugiés sur le territoire turc**

« Au total, 100.363 réfugiés syriens sont officiellement logés dans 13 camps dispersés dans des provinces du sud-est de la Turquie » a indiqué la Direction des situations d'urgence (Afad) du premier ministre turc dans un communiqué. Le gouvernement avait indiqué que le nombre maximal de réfugiés qu'il pourra accueillir étant 100.000. Néanmoins cette limite pourrait être élevée si la communauté internationale venait en aide à la Turquie. « Le ministre turc des Affaires européennes, Egemen Bagis, a appelé l'Union européenne à accueillir des réfugiés syriens, dans un entretien au quotidien allemand Die Welt paru le 15 octobre » (*le Figaro.fr*, 15/10/2012)

D'après le quotidien turc *Hürriyet*, Süleyman Tapsiz, le gouverneur de Kilis, indique l'existence de « plus de 8.000 déplacés syriens attendent à la frontière pour pouvoir entrer en Turquie ». Abrisant déjà 100.000 réfugiés, la Turquie affirme qu'il n'y a plus de place pour des nouveaux arrivants. (*Le Figaro*, 26/10/2012)

Antioche, une ville au sud de la Turquie, connue pour sa tolérance, change de comportement à cause de la guerre civile en Syrie, et des « réfugiés syriens et militants islamistes qui font peur aux communautés de la ville : alaouite, chrétienne, sunnite turque, juive ». Souvent il y a des tensions et des bagarres entre les habitants et des réfugiés dans les rues et des hôpitaux. « Au-delà de la question kurde, la crispation identitaire touche toutes les communautés du pays » a écrit Tarık Yıldız, chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (Cresppa) dans son article publié dans le journal *Libération* (*Libération*, 25/10/2012)

### **La Turquie fait l'appel à la Russie, la Chine et à l'Iran**

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé la Russie, la Chine et l'Iran à arrêter leur soutien au régime syrien en les avertissant que "l'histoire ne pardonnera pas" une telle attitude. La Russie avec l'aide de la Chine, a bloqué toute résolution permettant de prendre des mesures contre le régime syrien au Conseil de Sécurité de l'ONU. (*Le Point*, 30/09/2012)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué que le Conseil de sécurité de l'ONU «est en train de perdre rapidement sa légitimité». (*le Parisien*, 14/10/2012) [Le 13 octobre], pendant une réunion à Istanbul à laquelle assistait notamment le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil Elarabi, il a dénoncé l'inaction des Nations unies en disant "Le Conseil de sécurité de l'Onu n'est pas intervenu dans la tragédie humaine qui frappe la Syrie depuis vingt mois, malgré tous nos efforts(...) Il est bien triste de voir les Nations unies aussi impuissantes aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a vingt ans, quand on a assisté au massacre de milliers de gens dans les Balkans, en Bosnie et à Srebrenica » (*Challenges*, 13/10/2012)

De son côté, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, « a exhorté les insurgés à mettre fin aux hostilités "au moins" durant les quatre jours de la fête de l'Aïd el-Kébir. Il a également souhaité une trêve qui dure au-delà de la fête religieuse. » (*Challenges*, 19/10/2012)

### **L'alternative au Bashar Al-Asad**

Le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu a souligné l'enclin de l'opposition syrienne d'accepter Farouk al-Chareh comme le futur dirigeant de Syrie, qu'il a qualifié d'"un homme de raison et de conscience". Selon Davutoglu, "personne d'autre que lui ne connaît mieux le système en Syrie" (*Le Point*, 08/10/2012) Le régime de Damas a vivement dénoncé l'attitude du régime d'Ankara pour avoir proposé une période de transition dirigée par l'actuel vice-président syrien Farouk al-Chareh, qui remplacerait Bachar al-Assad. » (*Leparisien.fr*, 08-10-2012)

Quant au président iranien Mahmoud Ahmadinejad, il a rejeté la proposition turque sur un régime transition en Syrie, en disant que « cela reviendrait à imposer une solution étrangère aux Syriens. » (*Le Figaro.fr*, 18/10/2012)

## **3. Economie**

### **“La Turquie révisé en baisse ses objectifs de croissance”**

Le vice-Premier ministre turc, Ali Babacan, a annoncé que la croissance atteindra cette année 3,2 % au lieu des 4 % prévus jusqu'ici. Il a également revu à la baisse, à 4%, l'objectif de croissance pour 2013, qui était de 5% en raison de la "conjoncture mondiale" et de "la crise financière dans la zone euro, principale partenaire économique de la Turquie". « La Turquie, 17ème économie mondiale, continue de tabler cependant sur une croissance de 5% pour 2014 » a-t-il ajouté. (*Les Echos*, 09/10/2012)

### **“Fiscalité: la Turquie cible les riches”**

« Le gouvernement turc, qui a raté de 1% cette année son objectif de réduction du déficit budgétaire, prévoit d'imposer plus fortement les classes les plus aisées du pays », a annoncé aujourd'hui le ministre des Finances Mehmet Simsek. Pour son budget de mi-mandat, le gouvernement avait tablé sur un déficit de 1,5% du PIB, mais a reconnu récemment que l'objectif ne serait pas tenu en raison du ralentissement de l'activité économique entraînant une baisse des rentrées fiscales. (...)

« La rigueur budgétaire n'affecte pas seulement les plus riches. Le prix du gaz pour les particuliers vient d'augmenter de 9,8%, et celui de l'électricité d'un même montant pour les ménages et de quatre pour cent pour les entreprises. » (*Le Figaro*, 05/10/2012)

### **La deuxième centrale nucléaire turque**

Dans une interview au Nikkei, le vice-Premier ministre turc, Ali Babacan, a indiqué (..) que "son gouvernement va attribuer, avant la fin de l'année, le marché de la construction de la deuxième centrale nucléaire du pays, programmée à Sinop au bord de la Mer Noire. (...) Le consortium japonais, qui était notamment porté par Tepco, l'opérateur de Fukushima-Daiichi et Toshiba, était présenté jusqu'à la catastrophe de Fukushima en mars 2011 comme le probable gagnant de ce contrat mais le bouleversement de l'industrie nucléaire nipponne a depuis contraint Ankara de revoir ses options. (...) Profitant de la désorganisation de l'offre japonaise, plusieurs consortiums concurrents, venus de Chine, du Canada ou encore de Corée du Sud, ont depuis poussé leurs offres dans l'espoir d'emporter la faveur de la Turquie. » (*Les Echos*, 08/10/2012)

Le ministre turc de l'Énergie, Taner Yildiz, a évoqué [le 11 octobre] cette information inattendue: « Des responsables des Émirats nous ont fait savoir leur intérêt à participer à ce projet si la Corée du Sud était retenue pour la construction d'une centrale nucléaire. (...) »

La Turquie pour sa part a lancé un programme nucléaire pour diversifier ses sources d'énergie. Ankara a signé en 2010 un accord avec la Russie pour la construction de sa première centrale électrique nucléaire à Akkuyu, dans le sud du pays, où les opposants au projet soulignent l'importance du risque sismique dans la région. « Les travaux n'ont toujours pas débuté. (...) Outre la proposition coréenne, les autorités turques évaluent une offre chinoise et une japonaise. » (*lefigaro.fr*, 11/10/2012)

### **Carrefour envisage de s'allier à Migros Ticaret AS en Turquie**

«Le groupe de distribution Carrefour peut associer sa filiale turque au groupe local Migros Ticaret AS pour donner naissance à la plus grande chaîne de distribution dans ce pays» a affirmé vendredi [20 septembre] l'agence financière Bloomberg. (*Le Point*, 28/09/2012)

### **Turkish Airlines**

«La compagnie turque a signé, [le 9 octobre] une commande de 15 Airbus A330-300 d'une valeur de 3,5 milliards de dollars. Il s'agit de la septième commande de Turkish Airlines pour des A330, dont elle exploite déjà 17 exemplaires. La compagnie continue également d'étudier une possible commande d'A380. » (*Les Echos*, 10/10/2012)

## **4. Europe**

### **Le rapport sur l'élargissement de l'Union européenne**

La Commission européenne a publié le 12 octobre son rapport annuel sur l'élargissement de l'Union européenne, évaluant les progrès réalisés par les pays candidats.

Selon le rapport, "la Commission est préoccupée par les récentes tensions entre la Turquie et Chypre" et le progrès de la Turquie reste insatisfaisant.

"Un nouvel agenda positif dans les relations UE-Turquie doit être développé pour permettre une relation plus constructive, basée sur des avancées concrètes dans des domaines d'intérêts mutuels", ajoute le rapport. "Bruxelles demande notamment à Ankara de faire des progrès importants en matière de respect des droits fondamentaux, notamment en matière de liberté d'expression, et vers l'amélioration de ses relations avec Chypre." (*Le Monde*, 12/10/2012)

" Malgré les réformes judiciaire, ils n'ont toujours pas résolu le problème principal qui est l'ambiguïté de la définition de liberté d'expression d'un côté et l'incitation à la violence de l'autre – la frontière entre les deux n'est pas claire " , a expliqué Stefan Füle. (*Euronews*, 10/10/2012)

Malgré la crise qui affecte durement les économies de nombreux pays européens, Bruxelles souhaite que la politique d'élargissement se poursuive, tout en reconnaissant que la plupart des pays candidats doivent encore faire des progrès avant de rejoindre l'UE. Selon le rapport de suivi annuel sur le processus d'élargissement, "les progrès de la Turquie sont insuffisants ». Le nombre élevé d'affaires juridiques et d'enquêtes concernant des journalistes ainsi que la pression induite à l'encontre des médias" continuent d'être une source de préoccupation grave", affirme le rapport qui déplore en outre le litige non réglé entre la Turquie et Chypre. (*Le Parisien*, 10/10/2012)

## La Grèce et la Turquie vont renforcer leurs liens

« La Grèce et la Turquie ont annoncé [le 10 octobre] l'organisation d'un sommet bilatéral, en janvier 2013, pour poursuivre leur rapprochement interrompu par la crise de la dette dans la zone euro. La nouvelle a été divulguée par Dimitris Avramopoulos, ministre grec des Affaires étrangères, à l'issue d'entretiens avec son homologue turc, Ahmet Davutoglu. Ce dernier a été reçu aussi par Antonis Samaras. » (*Les Echos*, 11/10/2012)

## Manifestation à Strasbourg pour la liberté religieuse des alevites en Turquie

« Plusieurs milliers de personnes ont manifesté [le 20 octobre] à Strasbourg pour dénoncer les "discriminations" à l'encontre des alevites en Turquie et demander le soutien de l'Europe en faveur de la liberté religieuse de cette minorité, a constaté un journaliste de l'AFP. Venus de toute l'Europe, les manifestants -- 5.000 selon la police-- ont défilé depuis le centre-ville jusqu'aux abords du Conseil de l'Europe (...). "Nous sommes là pour sensibiliser les autorités européennes aux problèmes auxquels font face les alevites", a déclaré à l'AFP un porte-parole, Memet Cetin (...). "Les alevites sont marginalisés dans les institutions turques et leurs lieux de culte ne sont pas reconnus", a-t-il poursuivi. "Nous prônons l'humanisme, la laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes et nous craignons une islamisation de la Turquie", a-t-il fait valoir. La plupart des manifestants sont venus de différentes régions de France et d'Allemagne. "Nous sommes environ 200.000 alevites en France", a estimé un autre porte-parole, Duzgun Dogan. (...) L'alevitisme ne bénéficie en Turquie ni du statut de religion minoritaire ni du statut d'islam officiel. »

## 5. Turquie

### Erdoğan réélu à la tête de l'AKP

Au grand Congrès de AKP, M. Erdogan a été réélu sans surprise à la tête de son parti pour un troisième mandat. Pendant son discours de deux heures devant 30 000 supporters et 1 500 députés ainsi que des dizaines d'hommes d'Etat étrangers invités, Erdoğan a confirmé son intention de « briguer la présidence de la république, son objectif ultime depuis 2007 » (*Guillaume Perrier, Le Monde*, 02/10/2012).

Les premières élections au suffrage universel auront lieu en 2014. L'actuel Président de la République turque Abdullah Gül reste un rival sérieux à cette élection. Selon un sondage récent, 51 % des Turcs disent qu'ils choisiraient Gül contre 22 % seulement pour Erdogan. (*Guillaume Perrier, Le Monde*, 02/10/2012). Erdogan veut également entamer des réformes institutionnelles pour renforcer les prérogatives du chef de l'Etat. La volonté d'Erdogan de modifier la Constitution pour donner, en outre, plus de prérogatives au chef de l'Etat, « suscite des critiques de plus en plus vives dans l'opposition comme dans la société civile, inquiète de son autoritarisme croissant. » (*Liberation.fr*, 01/10/2012)

### Le procès de Sevil Sevimli

La cour d'assises de Bursa a reporté au 19 novembre la prochaine audience du procès de Sevil Sevimli qui est accusée de liens avec une organisation d'extrême gauche, clandestine et violente, le DHKP-C (Parti-Front révolutionnaire de libération populaire) et risque 15 à 32 ans de prison. « Les juges ont levé le contrôle judiciaire imposé à la jeune femme depuis sa remise en liberté le 6 août. » (*Le Parisien*, 26/09/2012). Toutefois Sevimli ne pourra pas quitter la Turquie avant la prochaine audience.

En France, L'ONG Avaaz s'est fortement mobilisée en soutien de Sevil Sevimli; une pétition pour sa libération a rassemblé plus de 120 000 signatures et a été envoyée au ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius. (*Guillaume Perrier, Le Monde, 25/09/2012*) (*Le Parisien.fr, 26/09/2012*)

« L'affaire Sevimli est emblématique des dérives causées par l'arsenal législatif anti-terroriste mis en place par Ankara pour lutter contre la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'extrême-gauche. Selon les organisations étudiantes, au moins 700 étudiants sont aujourd'hui emprisonnés en Turquie pour leurs liens présumés avec des mouvements kurdes ou l'extrême gauche. » (*L'express.fr, 26/09/2012*)

### **Le film anti-islam bloqué en Turquie**

Le gouvernement turc a interdit l'accès des internautes du pays aux vidéos du film "L'innocence des musulmans" à cause du malaise provoqué dans notre pays et dans le monde par le film qui insulte l'islam et les musulmans et qui contient des éléments provocants", explique le ministère de communication à la chaîne officielle TRT, qualifiant le film de "dégoûtant". (*Challenges, 26/09/2012*)

De nombreux pays, comme l'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Inde, la Malaisie ou l'Indonésie, ont déjà interdit l'accès au film via internet ou obtenu de Google qu'il supprime les liens à ce film. (*Le Figaro, 26/10/2012*)

### **La Turquie récupère ses antiquités**

Ankara « vient de lancer cet été une procédure pénale devant la justice turque pour réclamer une enquête sur 18 pièces présentées actuellement au Met de New York, dans la collection Norbert Schimmel, et qu'elle juge obtenues au cours de fouilles illégales. »

Cette initiative « a déclenché un débat international sur les antiquités et leurs propriétaires légitimes après des siècles de remaniement des frontières. (...) Les conservateurs estiment que cette action turque en faveur de la restitution tente d'infléchir des pratiques acceptées par tous — aux termes, notamment, de la convention de l'Unesco, très consensuelle, qui autorise l'acquisition d'objets sortis de leur pays d'origine avant 1970. La Turquie a ratifié ce texte mais elle invoque, pour étayer ses revendications, une loi ottomane de 1906 interdisant l'exportation d'œuvres d'art. (...) Les conservateurs sont très inquiets devant les procédés agressifs de la Turquie: refus de prêter des pièces maîtresses, manœuvres dilatoires pour la délivrance de permis de fouilles et dénonciation publique des musées » (*Le Figaro, 05/10/2012*)

### **« Le Turc face au génocide »**

La sortie du dernier ouvrage du journaliste Hasan Cemal intitulé « 1915, le génocide arménien » détruit un tabou en Turquie. Alors que des pénalisations étaient encore possibles il y a quelques années, cet ouvrage, « aujourd'hui, publié par un éditeur à large audience, occupe les vitrines et les présentoirs de la plupart des librairies du pays, ce qui constitue une véritable avancée » (...)

Hasan Cemal est surtout le petit-fils de Djemal Pacha, haut responsable du Comité union et progrès (CUP), l'un des trois généraux qui dirigeaient l'Empire ottoman durant la première guerre mondiale. A ce titre, il est considéré comme l'un des responsables du génocide de 1915. » (*Guillaume Perrier, Le Monde, 18/10/2012*)

## Un virtuose turc jugé pour blasphème

Le pianiste et compositeur turc de renommée internationale Fazıl Say qui est connu pour son athéisme militant, a été inculpé par la justice turque au printemps pour « "insulte aux valeurs de la religion musulmane" après qu'il a publié sur son compte Twitter quelques tirades provocatrices. » (*Guillaume Perrier, Le Monde, 17/10/2012*)

Say a comparu le 17 octobre « devant un tribunal d'Istanbul, où il a rejeté les accusations d'atteintes aux valeurs religieuses des musulmans dont il fait l'objet. » Cette accusation concerne des messages jugés provocateurs concernant l'islam publiés sur son compte Twitter. (*Liberation, 18/10/2012*) « La justice a été saisie par trois particuliers s'estimant lésés par ses propos sur les réseaux sociaux. » Le virtuose de 42 ans qui encourt d'un an et demi de prison, envisagerait de s'exiler au Japon. La demande de l'acquittement de ses avocats a été refusée.

« Ce n'est pas la première fois que Fazıl Say menace de quitter la Turquie, où il était revenu vivre après plus de quinze ans passés entre l'Allemagne et New York. En 2007, après la large réélection au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan, il avait annoncé qu'il songeait à aller s'installer ailleurs. "Les islamistes ont gagné, ils sont 70 % et nous 30 %." Ses remarques désabusées sur les femmes voilées dans l'espace public ou sur la transformation de la société turque font régulièrement de lui la cible de critiques de la part des milieux pro-gouvernementaux. En 2009, il avait refusé de faire partie de la programmation de la Saison culturelle turque en France, par défiance pour le pouvoir, et il avait montré tout son mépris pour ceux qui préfèrent "l'arabesque", une musique populaire, au classique. » (*Guillaume Perrier, Le Monde, 17/10/2012*)

« Une centaine de militants des droits de l'Homme, dont des artistes et journalistes, ont manifesté dans le calme devant le palais de justice. » (*Le Figaro, 18/10/2012*) La députée allemande d'origine turque Sevim Dagdelen a initié une pétition contre les poursuites visant Fazıl Say qui a été signée par 103 parlementaires allemands de gauche. (*Le Parisien, 18/10/2012*)

« L'ouverture de ce procès relance la controverse sur une islamisation de la société turque, un sujet qui divise profondément les tenants de la laïcité, une institution républicaine, et les partisans du pouvoir islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP). » (*Le Parisien.fr, 18/10/2012*)

## Les profs turcs portent plainte contre les livres scolaires

Le syndicat d'enseignants turcs, Egtim-Sen, a porté plainte devant la justice pour « obtenir le retrait de manuels scolaires récemment distribués dans des écoles d'Istanbul qui contiennent des commentaires jugés antisémites sur des personnages historiques tels qu'Einstein et Darwin. » La plainte concerne l'éditeur Ahmet Sirri Arvas, ainsi que le gouverneur et les autorités scolaires du district Maltepe, où ces livres ont été distribués. (*Le Figaro, Libération, 22/10/2012*)

## Erdogan ouvert aux négociations avec le PKK

D'après le quotidien turc Taraf, le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a "appelé ses troupes à l'apaisement" a affirmé son frère. Cet appel intervient au moment où "les combats entre les rebelles et l'armée turque se sont intensifiés (...)" pour atteindre une de leurs phases les plus meurtrières de la dernière décennie. (*Le Point, 28/09/2012*)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué qu'il pourrait recommencer les négociations avec le PKK, soulignant le fait que 144 membres des forces de sécurité et 239 rebelles kurdes avaient été tués depuis janvier. "Nous sommes prêts à faire tout ce qui est nécessaire pour [trouver] une solution" a-t-il dit. (*Les Echos, 28/09/2012*) Alors qu'un attentat au passage d'un véhicule de la police turque dans la ville de Tunceli a fait sept morts, dont six soldats turcs et un civil, Erdogan a « une nouvelle fois appelé les rebelles du PKK à déposer les armes en échange d'une suspension des opérations de l'armée. » (*leparisien.fr, 25/09/2012*)

## Un dirigeant du PKK en garde à vue en France

«Plusieurs individus, tous nés en Turquie, dont un responsable du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Europe [Adem Uzun], ont été interpellés [les 7 et 8 octobre] en France. (...) Les enquêteurs cherchent à savoir s'ils ont cherché à se procurer des armes afin d'alimenter en Irak la branche armée du PKK. "Il s'agit principalement de missiles anti-char", a indiqué une source judiciaire, confirmant que le dirigeant apparaissait comme le "meneur d'ordres". (...)

Les policiers de la Sous-direction anti-terroriste de Paris (Sdat) pensent avoir mis à jour plusieurs contrats qui auraient été passés "entre la branche politique du PKK et la branche armée, celle logistique". (...)

"C'est une affaire importante. Car la relation entre les branches politique et logistique du PKK n'a pas encore été démontrée, dans le sens où cela n'a pas encore été mené devant la justice française", a précisé une source policière. » (*William Molinié, 20 minutes, 08/10/2012*)

## Sabotage d'un gazoduc en Turquie

« Vingt-huit soldats ont été blessés dans une explosion, dans la région d'Eleskirt (est) qui s'est produite à la suite d'un acte de sabotage sur un gazoduc acheminant du gaz iranien vers la Turquie, ont déclaré le 19 octobre] des responsables turcs. » La compagnie russe Gazprom augmenterait sa fourniture de gaz à la Turquie afin de compenser le manque causé par la rupture. «Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont revendiqué la responsabilité de plusieurs attaques contre des gazoducs ou des oléoducs en Turquie.» (*Challenges, 19/10/2012*)

## 6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Octobre 2012)

**Challenges**

**Les Echos**

**Le Figaro**  
Georges Malbrunot

**Le Monde**  
Guillaume Perrier

**Le Nouvel Observateur**

**Le Point**

**Le Parisien**

**L'Express**

**Libération**

**Ouest France**

**20 minutes**  
William Molinié

**Euronews**